

ENJEU SÉCURITÉ - Quatre questions sur la lutte anti-drogue, à Marseille ou ailleurs

• Emmanuel Macron s'est rendu mardi 19 mars à Marseille, pour une visite surprise concernant la lutte anti-drogue. « On ne cédera rien » face à « ce fléau terrible », a-t-il affirmé. Mais à quel point la France est-elle impuissante en matière de lutte anti-drogue ? Existe-t-il un élément objectif de mesure des succès d'une telle bataille ?

Oui : partout et toujours, un outil objectif sait mesurer le succès ou l'échec dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. La France en dispose aujourd'hui même ; or, les médias d'information l'ignorent. Que, vu son échec, le gouvernement occulte cet outil de mesure précis et limpide se comprend - mais l'"ignorance" médiatique...

Il s'agit d'une sorte de thermomètre. La petite a 40 de fièvre ? On la soigne ; puis ça retombe à 37. Elle était malade, elle guérit : simple, non ? Pareil pour la drogue. Voilà comment ça fonctionne. Le commerce de tout produit, licite ou non, obéit à la loi de l'offre et de la demande, pour les Carambars comme pour l'héroïne : à clientèle en gros égale, si ce produit inonde le marché, son prix baisse. S'il manque, ça monte.

Par coups de poing, l'action officielle... "pilonnage... place nette..." prétend désorganiser le commerce illicite des stupéfiants et saisir en masse la drogue sur les points de deal (on dit les "fours", chez les *narcos*). Si ces bandes doivent se terrorer ; si des quantités de drogue sont saisies, forcément, son prix augmente. Preuve : lors du confinement : transports à l'arrêt et dealers seuls sous la vidéosurveillance urbaine, la drogue s'est raréfiée, vite et fort. En dix jours, ses prix explosaient de + 50 à 70% ; ensuite bien sûr, quand la vie reprend, elle retrouve son prix.

Pour que l'action antidrogue soit jugée efficace, il faut et il suffit que les prix des stupéfiants augmentent ET que leur qualité, baisse : le gouvernement lance son action antidrogue avec une cocaïne à 80 euros/gramme ? ce prix doit grimper à 120 euros, deux ou trois ans après. Si sa pureté de départ est de 70%, elle doit de même tomber à 50 ou 40%. Or chaque mois, des experts achètent en douce aux dealers un gramme de cocaïne, d'héroïne, une barrette de hasch, analysent tout puis signalent les tendances. Les prix augmentent et la qualité baisse ? Bravo au gouvernement. Si c'est l'inverse, son action est inefficace voire fictive.

Aujourd'hui, la drogue-reine est la cocaïne. De 2012 à 2022, ses usagers passent en France de 400 000 à UN MILLION. De plus, cet "ascenseur social" sans égal rend fous les bandits, qu'il peut rendre milliardaires en peu d'années. Ainsi, la cocaïne inonde l'Europe. En 2023, au seul port belge d'Anvers, on en saisit 116 tonnes. Or en France, "pilonnage" ou pas, le prix de la cocaïne baisse de 30% depuis l'arrivée de M.

Darmanin : 80€/gramme en 2020, à parfois 50€ à présent, vers la frontière du nord ; et désormais, cette cocaïne se vend quasi-pure dans la rue.

Le prix de l'héroïne s'effondre aussi. Dans le grand-Est, on la trouve à 9 €/gramme, même des enfants peuvent s'en offrir avec leur argent de poche. Enfin, le prix du cannabis stagne. Bref, le thermomètre de la drogue signale un lourd échec du gouvernement - ce que les magistrats constatent, même si le président de la République passe son temps à Marseille, à claironner le contraire.

• « Nous sommes en train de perdre la guerre contre les trafiquants à Marseille », a récemment estimé Isabelle Fort, responsable du pôle criminalité organisée du parquet de Marseille. La France est-elle déjà, au moins en partie, un narco État ? La bataille contre les trafiquants de drogue est-elle déjà perdue ?

Non bien sûr, car même un gouvernement fable peut écraser le plus féroce gang en quelques semaines, s'il en décide ainsi - les vraies mafia, c'est une autre affaire, mais on n'en a pas de natives, en France. Mais décider n'est pas tout, même si l'appareil régalien Français reste le plus robuste d'Europe. Encore faut-il qu'il reçoive des ordres pertinents, fondés sur une approche pointue du réel criminel, bien différent de ce qu'imaginent les altitudes élyséennes. Il faudrait aussi que le corps des commissaires s'intéresse plus au monde criminel qu'au sort, certes triste, de minorités dotées outre-Atlantique du statut de peuple-Christ. Commissaire de police oui, assistante sociale des quartiers nord de Marseille, euh...

• Quand on regarde ce qui a été fait ailleurs, dans certains pays d'Amérique Latine ou encore aux États-Unis subissant une épidémie d'opioïdes, que pourrions-nous faire pour lutter contre le trafic de drogue ? Existe-t-il des succès, mais aussi des échecs que nous devrions étudier ?

Tout pays est unique ; impossible de donner au médecin le bilan de santé de son cousin Ernest ; ni de transplanter en France les succès ou échecs d'autres pays. Le gouvernement doit d'abord exiger de ses services un diagnostic réaliste du terrain. Or il ne l'a pas aujourd'hui ; sinon, il n'enverrait pas ses CRS visiter les cités hors-contrôle, où chacun sait qu'ils viennent en touristes ; au pire, quelques jours, et où on attend gentiment leur départ pour reprendre le business.

Criminologie, cours N°1 : c'est "l'effet de déplacement", dans le temps ou l'espace selon l'opportunité. Il est sidérant que ça ne soit pas compris, alors qu'on a vu précisément ça advenir après le confinement-COVID ; et en sachant que les caïds gagnent des millions et peuvent donc patienter des mois mêmes, sans vraie gêne.

• Faudrait-il accompagner la répression - si toutefois elle était vraiment appliquée - à une autre forme de lutte pour faire face à ce fléau ?

Bien sûr ; les criminologues savent que la prévention, la médiation, sont cruciaux dans les zones hors-contrôle ; allons vite : ce que M. Borloo proposait et que M. Macron a balayé d'un revers de main, sans qu'on sache trop pourquoi. Mais d'abord vient la vraiment préjudicielle pacification de ces cités. Même un énarque devrait comprendre qu'il est impossible de faire de l'économie et du social là où des milices armées tirent à l'arme de guerre sur qui les dérange ou les concurrence... ■